



Résumé Forum mondial

Utiliser les systèmes nationaux pour la gestion du financement climatique

Sous l'égide du
Partenariat pour une coopération efficace
au service du développement

2-3 décembre 2013
Incheon, République de Corée

Organisé par :



Avec le soutien financier de :

Résumé

Les 2 et 3 décembre 2013, le Forum mondial intitulé « *Utiliser les systèmes nationaux pour la gestion du financement climatique* » a réuni à Incheon (Corée) plus de 150 participants, venus de 24 pays, représentant des ministères chargés des finances, de la planification et de l'environnement dans les régions Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Moyen-Orient, des partenaires au développement, des organisations de la société civile, ainsi que la CCNUCC et le Fonds vert pour le climat (FVC). Le Forum a été organisé conjointement par le PNUD, le gouvernement de la Corée, l'OCDE et le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement, et a été cofinancé par la Corée, la Suède, l'Allemagne et l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC) de l'UE.

Les pays participant au Forum ont défini les « systèmes nationaux » comme désignant au sens large les moyens dont disposent les pays, y compris au niveau local, pour la planification, la coordination et la mise en œuvre des politiques, l'établissement du budget et la gestion financière, la passation des marchés, ainsi que le suivi et l'évaluation. Le « financement climatique » a été envisagé selon la définition retenue par les pays eux-mêmes pour les dépenses liées au climat, pouvant correspondre à des sources nationales et internationales, publiques et privées. Les avantages liés à l'utilisation des systèmes nationaux pour orienter et gérer le financement climatique ont été mis en avant comme suit : meilleure appropriation par les pays, réduction des doubles emplois, transparence et reddition des comptes au niveau national, et perspectives accrues de transformation profonde et de prise en compte systématique de la problématique du climat au service de la réalisation des objectifs de développement souhaités. Les obstacles à l'utilisation de systèmes nationaux ont notamment renvoyé à des aspects politiques, institutionnels et fiduciaires.

Le Forum mondial a permis de faire le point sur l'expérience acquise par les pays concernant l'utilisation des systèmes nationaux pour la gestion du financement climatique, en évoquant les perspectives, les innovations et les écueils, et de tirer les enseignements suivants :

- Une impulsion politique forte et la prise en main au plus haut niveau à l'intérieur du pays sont des éléments importants.
- L'alignement de la stratégie visant le changement climatique sur les plans et résultats nationaux en matière de développement peut aider à concevoir des solutions de portée plus générale vis-à-vis du climat.

- Dans bien des pays, il demeure difficile de faire prévaloir des programmes et investissements visant le changement climatique.
- Un suivi rigoureux des dépenses consacrées au climat est indispensable dans les systèmes budgétaires et extrabudgétaires (fonds, projets, etc.).
- Les financements publics se rapportant au climat sont versés selon des modalités de plus en plus nombreuses dont l'approche-programme est souvent privilégiée par les gouvernements partenaires.
- Il est urgent d'apporter un soutien au renforcement des capacités afin que de nouveaux cadres institutionnels et dispositifs de gestion des finances publiques puissent attirer, orienter et gérer le financement climatique.
- Les mécanismes permettant de mesurer l'impact et l'efficacité de la politique et du financement climatiques ont besoin d'être consolidés, surtout pour les pays et catégories de population les plus vulnérables.
- Le rôle des administrations locales dans l'acheminement du financement climatique est déterminant, mais il ne retient pas suffisamment l'attention.
- L'utilisation plus efficace du financement climatique passe par la participation plus soutenue d'un large éventail d'acteurs concernés, parallèlement à des mécanismes de transparence et de reddition des comptes.
- Il importe de bien cerner l'économie politique propre à chaque pays pour préciser les intérêts des divers acteurs concernés et susciter une action efficace.
- La mobilisation de l'investissement privé, par des mesures budgétaires et autres, est primordiale pour mener à bien le processus de transformation.
- Le dialogue régional mené par les pays sur l'utilisation des systèmes nationaux pour le financement climatique constitue un mécanisme utile pour les contacts Sud-Sud-Nord, l'examen par les pairs et l'apprentissage mutuel.

Le modèle de fonctionnement du Fonds vert pour le climat (FVC), examiné avec sa directrice exécutive, doit répondre à plusieurs impératifs mis en évidence au cours du Forum:

- Reconnaître et consolider les systèmes dont disposent les pays pour gérer les financements, en tenant compte du rôle joué par les ministères des finances dans le pilotage des processus budgétaires.
- Apporter un soutien formel pour développer et renforcer l'aptitude des pays à prendre en charge le financement climatique dans le cadre des systèmes nationaux, notamment au titre de la coordination et de la gestion des finances publiques.
- Promouvoir une approche-programme englobant l'adaptation et la mitigation.

- Veiller à ce que ses propres activités respectent les obligations de transparence et de reddition des comptes.
- Instaurer un cadre d'action propice au secteur privé, qui appelle à revoir les formes d'intervention et les mesures incitatives.

La directrice exécutive a invité les pays à voir dans le FVC un facteur de transformation possible, grâce à l'effet stimulant des financements supplémentaires ainsi apportés. Elle a souscrit aux approches interministérielles et plurisectorielles actuellement promues par un grand nombre de pays. Elle a insisté sur le fait que les pays doivent procéder de manière stratégique au choix des autorités nationales désignées et des entités nationales de mise en œuvre pour le FVC, et retenir des organismes qui ont fait leurs preuves.

Les participants au Forum mondial ont examiné un projet de cadre permettant de poursuivre le dialogue et de dégager des enseignements sur l'utilisation des systèmes nationaux pour la gestion du financement climatique, selon plusieurs axes : définition du financement climatique public au niveau national, évaluation des résultats, prévisibilité, gestion des finances publiques, reddition des comptes, transparence, équité entre hommes et femmes, cadre d'action propice et mesures de politique budgétaire. Ce cadre pourrait contribuer à faire avancer le dialogue engagé à la faveur du partenariat pour l'action face au changement climatique et pour une coopération efficace au service du développement, et venir à l'appui d'autres mécanismes mondiaux, tels que le FVC de la CCNUCC. À titre d'exemple, il servirait à renforcer l'aptitude des pays à prendre en charge le financement climatique et à dynamiser l'apprentissage mutuel par le biais du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

De l'avis général, il est possible de transposer le modèle concluant employé en Amérique latine pour le dialogue et l'apprentissage sur le financement climatique public et l'utilisation de systèmes nationaux. Le but d'un tel dialogue est d'améliorer l'apprentissage, l'information et l'action par la mise en commun au niveau régional des résultats obtenus par les pays. Il conviendrait de s'inspirer des forums régionaux et inter-régionaux qui se sont déjà tenus dans les cas suivants : Afrique, Asie-Pacifique, îles du Pacifique et Amérique latine.

Les partenaires sont convenus de continuer à réfléchir et à travailler ensemble pour mettre en œuvre un plan d'action commun et une stratégie constructive faisant intervenir tous les acteurs concernés.